



FÉDÉRATION DES EMPLOYÉS ET CADRES

Paris, le 11 mars 2026

Section
OSDD

Claire Guelmani
Secrétaire de Section Fédérale
Tél. : 01 48 01 91 94
osdd@fecfo.fr

Intervention au rassemblement France Travail de Katia OBIANG

Bonjour à tous,

D'abord, merci d'être là, présents, debout.

Si je dis merci c'est parce qu'aujourd'hui, en France, se rassembler pour dire non à la marche à la guerre, non aux guerres impérialistes, non au génocide du peuple de Gaza ; c'est se mettre en danger, c'est même parfois risquer des sanctions professionnelles voire des poursuites par l'appareil d'Etat.

Mais si des peuples sous les bombes sont capables de se soulever, qui serions-nous si nous nous taisions ? Ne serions-nous pas complices, ne serait-ce que par notre silence ? Qu'aurons-nous à dire à nos enfants ? Comment pourrions-nous les regarder ?

Certains nous disent que le combat contre la militarisation de notre société n'intéresse pas les salariés...

Ah bon ?

Parce qu'il n'y a pas de lien entre l'augmentation du budget de la défense (de la police et de la justice de Macron), la mise en construction d'un nouveau porte-avion et d'un nouveau sous-marin nucléaire et la baisse des autres budgets dont celui de France Travail ? La baisse du financement de la formation des demandeurs d'emploi sans doute pour mieux les « diriger » vers l'industrie de l'armement et de l'armée, façon entonnoir ? La suppression de plus de 1 000 personnels, accompagnée par l'accord GEPP signé par la CFDT et le SNAP et pour lequel les agents sont appelés aux urnes, est une régression qu'il faut rejeter massivement en votant tous NON !

Parce que les salariés, vous, ne seriez pas en mesure de vous intéresser à autre chose qu'aux chèques-vacances ?

A la Cgt-FO France Travail, nous ne pensons pas cela, nous savons que c'est à nous, parce que nous avons du temps, des heures de délégation, de faire savoir, d'informer, de refuser le piège de l'union nationale, de la stabilité, d'alerter.

Alors partant de motions de syndicats, avec notre fédération, avec nombre d'Unions départementales, avec d'autres secteurs professionnels (éduc, assurance, action sociale, santé privée et publique, industrie), nous avons décidé d'engager la bagarre indispensable, irremplaçable contre cette marche à la guerre qui ne dit pas son nom et qui entend désormais franchir un cap en cherchant à embrigader les travailleurs privés d'emploi dans

.../...



L'économie de guerre au travers du dispositif « Force spéciale défense ». Rappelons ce que c'est : la mise à disposition, pour commencer, de 10 000 emplois dans le Var dédiés exclusivement aux métiers de l'industrie de défense : du chaudronnier pour assembler des sous-marins à l'ingénieur pour travailler dans le cyber renseignement.

Il serait donc possible, tout à coup, de créer 10 000 emplois pour fabriquer des engins de mort, et pas possible de créer 10 000 emplois pour rétablir les services publics indispensables au peuple de ce pays.

Face à la militarisation de toute la société, à la demande faite aux hôpitaux de se préparer à recevoir de nombreux et graves blessés de guerre, à la militarisation de l'école et ce dès la maternelle (je pense ici au livre de coloriage « ma première cérémonie militaire »), face à la militarisation de France Travail, et alors que nos identités, nos données sont jetées en pâture, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas rester silencieux, et par conséquent complices.

Pain, Paix, Liberté, ne doivent pas être que des mots portés dans les congrès syndicaux, dans les communiqués.

Ces beaux mots de la langue française, ces mots qui émancipent, ces mots qui portent la diversité, la cohésion, l'amitié entre tous, nous devons les faire vivre, nous devons les défendre, debout, toujours !

Et nous savons aujourd'hui mercredi 11 mars que nous avons raison.

En effet, depuis l'appel du chef d'Etat-major Mandon de novembre 2025, au sacrifice de nos enfants et aux souffrances économiques, une Loi de Finance de la Sécurité sociale aboutissant à partir du 1er mars au report de 14 à 18 ans de la majoration des allocations familiales, à de très lourdes majorations des franchises médicales, a été honteusement votée,

Une loi de finance, celle-là même qui nous supprime des effectifs, a été une nouvelle fois imposée par le « magique et antidémocratique » 49.3,

Nous avons appris la semaine dernière qu'en conséquence de ce budget de guerre sociale, un accord scellé entre plusieurs confédérations syndicales - dont **FO**, il faut le dire - et le patronat ouvre la voie à la transposition en loi destinée à réduire de 3 mois l'indemnisation des demandeurs d'emploi suite à une rupture conventionnelle.

Une nouvelle guerre a été déclenchée par TRUMP et NETANYAHOU en toute illégalité contre les peuples iraniens et libanais,

Le génocide du peuple de gaza se poursuit,

Et nous avons appris qu'une proposition de loi sur l'enseignement à la défense avait été adoptée par la commission des affaires culturelles et de l'éducation nationale sur proposition du député Christophe Blanchet (démocrate).

Cette proposition vise à instaurer un référentiel de compétences à acquérir par les élèves, pour garantir que « l'enseignement à la défense et à la sécurité globale » soit effectivement dispensé.

De l'endoctrinement pur et dur !!

.../...

Alors non décidément, l'annonce de la création d'un département défense au sein du premier opérateur du service public de l'emploi et du recrutement d'un général (tiens finalement il y a des sous ?), n'est absolument pas dû au hasard mais répond bel et bien à un dessein d'embrigadement de toute la population, à une volonté de marche à la guerre.

Et une nouvelle fois ce sont les travailleurs, nous, nos enfants, nos maris qui tombent sous le feu des bombes pendant que les milliardaires s'enrichissent. Ils liquident nos conquêtes : Service Public, Sécurité Sociale, Assurance Chômage

Ils limitent les libertés : liberté d'expression, d'opinion, de manifestation, pendant qu'au même moment, ils laissent défiler les néonazis et autres groupuscules encagoulés.

La pauvreté, la précarité, le coût des énergies, du logement, des produits de première nécessité, explosent

Le chômage, et particulièrement celui des jeunes, repart à la hausse Le service militaire est réintroduit. Saluons ici la grève scolaire des étudiants et des enseignants contre la conscription en Allemagne

Nos salaires sont gelés, congelés.

Mais cela n'intéresserait pas les travailleurs ?

Ben voyons !! Nous répondons nous, que les « responsables » ne veulent pas que les travailleurs s'y intéressent et sommes convaincus que c'est maintenant qu'il faut agir, tant qu'il est encore temps !

Nous continuerons, même seuls, à refuser la militarisation de France Travail, la transformation des chômeurs en chair à canon ou en fabricants d'engins de mort.

Nous appelons à rejoindre toutes les mobilisations contre la guerre et particulièrement le meeting de John RESS et Alex GORDON de « Stop The War » du vendredi 3 avril, 18h à la Bourse du travail.

Nous appelons à signer en ligne l'appel contre la guerre.

Répondant à l'appel du bureau exécutif de la fédération nationale des syndicats des ouvriers et employés du Liban, nous apportons notre soutien plein et entier au peuple et aux travailleurs libanais, mais aussi aux peuples iraniens, russes, ukrainiens, aux habitants de Gaza, à tous les peuples qui font face à la guerre des puissants de ce monde
Nous refusons de livrer nos enfants, nos familles, nos amis, nos voisins à l'ogre capitaliste assoiffé du sang des travailleurs - voir les chiffres du dernier rapport OXFAM et même ceux des échos sur les faramineux résultats du CAC 40 et particulièrement des industries de l'armement.

La boucle est bouclée !!

Nous refusons de nous militariser et de livrer celles et ceux que nous recevons chaque jour aux industriels de l'armement et à l'armée.

Par conséquent, ce rassemblement est un début, un premier regroupement organisé qui entend engager la bagarre pour obtenir de la direction de France Travail le retrait pur et simple du dispositif « Force spéciale défense ».

.../...

Dès ce soir, nous allons nous réadresser à nos homologues des autres organisations syndicales pour qu'elles s'engagent avec nous dans cette bagarre.

Parce que cette bagarre est vitale et qu'elle conditionne toutes les autres.

***NI CHAIR À CANON, NI CHAIR À PATRON
HALTE À LA GUERRE — PAS UN CENTIME, PAS
UNE ARME,
PAS UNE VIE POUR LA GUERRE
SOUTIEN À TOUS LES PEUPLES VICTIMES DES
GUERRES
RETRAIT DU DISPOSITIF « FORCE SPÉCIALE
DÉFENSE » !***

Katia OBIANG

Déleguée Syndicale Centrale Cgt-FO France Travail

